

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 MAI 2010

Le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire le dix sept mai deux mil dix, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur GENEST Bruno, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le 11 mai 2010.

Le Maire fait ensuite procéder à l'appel des conseillers municipaux :

Présents : M. GENEST, Mme INSELIN, Mme MEUNIER, M. CHANTEREAU, M. LACOMBE, M. LAREYNIE, Mme THEILLOUT, M. FOUSSETTE, Mme BRACHET, M. CHAPELOT, M. REJASSE, M. CHAMPEAUD, Mme RAMADIER, Mme FAYE, Mme MARCELAUD, M. ALLES, Mme BOBIN, M. PERRIER, M. BOUTIN, M. VALETTE, M MOREL

Absents avec délégation :

- Mme MILLERE délégation à M GENEST,
- M ABSI délégation à Mme THEILLOUT,
- Mme GARON délégation à Mme INSELIN
- Mme KONGOLO-BUKASA délégation à Mme RAMADIER
- Mme BALUSSAUD délégation à M BOUTIN

Mme RAMADIER a été nommée Secrétaire de séance.

Monsieur le Maire demande si des observations sont à formuler sur le compte-rendu du Conseil Municipal du 29 mars 2010. Aucune observation n'étant formulée, ce compte rendu est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire donne lecture des arrêtés pris en application des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INTERCOMMUNALITE

1 ⇒ **Adhésion de la commune de Verneuil sur Vienne à la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole**
Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 21 janvier 2010, la commune de Verneuil sur Vienne a sollicité son retrait de la Communauté de Communes du Val de Vienne, et dans le même temps son adhésion à la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole. Pour justifier son retrait de la Communauté de Communes du Val de Vienne, la commune de Verneuil met en avant les compétences exercées par cet EPCI, qui sont quasi exclusivement des compétences de services à la personne, mais également l'absence de compétences techniques, qui conduisent Verneuil à engager chaque année de nombreux programmes de travaux dans les domaines de la voirie ou de l'assainissement.

Pour la CALM, l'adhésion de Verneuil sur Vienne apparaît recevable à plusieurs titres :

Elle permet à la CALM d'atteindre une population de 200 000 habitants,

Elle engendrera un rééquilibrage du territoire vers l'ouest,

Elle répond à une logique de territoire, les relations entre Verneuil et la CALM étant déjà réelles du fait notamment de la continuité territoriale avec plusieurs communes (Isle, Limoges, Saint-Gence et Veyrac).

Cette demande d'adhésion de la part de Verneuil se fait dans le cadre des dispositions de l'article L 5214-26 du CGCT qui prévoit la possibilité pour une commune de se retirer d'une communauté de communes sans solliciter son accord ni celui des communes membres dans l'hypothèse de son adhésion à un autre EPCI qui accepte cette demande.

Par délibération en date du 1^{er} avril 2010, le Conseil Communautaire de Limoges Métropole a émis un avis favorable à cette demande d'adhésion.

Il convient maintenant que chaque conseil municipal des communes membres de la CALM se prononce dans les conditions de majorité qualifiée requise (1/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population, ou la moitié des conseils municipaux représentant 1/3 de la population).

Il est demandé :

- D'EMETTRE un avis favorable quant à l'adhésion de Verneuil sur Vienne au sein de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole à compter du 1^{er} janvier 2011.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

2 ⇒ **Renouvellement de la convention avec la commune du Vigen : utilisation du bus municipal**

Rapporteur : Madame Inselin

Madame INSELIN indique que par délibération n° D/2009/67 en date du 15 juin 2009, le Conseil Municipal a autorisé monsieur le Maire à signer une convention avec la commune du Vigen pour l'utilisation du bus municipal à des fins de transports extrascolaires, soit principalement dans le but de véhiculer les enfants entre l'école et la cantine scolaire. De plus, quelques sorties organisées par les enseignants du Vigen font aussi partie de cette convention.

Il est demandé :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention avec la mairie du Vigen pour une durée d'un an à compter du 1^{er} juillet 2010, et selon le modèle joint en annexe.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

DIVERS

3 ⇒ **Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer une convention avec l'association « le Lutin Vert »**

Rapporteur : Madame Inselin

Madame INSELIN précise qu'en vertu des dispositions de la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et en particulier son article 10, et au vu des articles L 1611-4 et L 2313-1 du CGCT, il convient que la commune de Condat sur Vienne signe une convention avec les associations, dès lors que le montant de la participation financière communale atteint ou dépasse un montant plafond fixé par Décret. Ce plafond est actuellement de 23 000,00 €.

Compte tenu du montant de la cotisation versée pour 2010 par la municipalité à l'association « le Lutin Vert », une convention doit donc être conclue entre la commune et cette association. Ce système de conventionnement est maintenant mis en place depuis 3 ans avec cette association. De plus, il est prévu qu'à compter de l'entrée en vigueur de cette nouvelle convention, la commune sera représentée au sein du Conseil d'Administration de cette structure par Monsieur le Maire en qualité de membre de droit, ainsi que par deux délégués (deux titulaires et deux suppléants) issus du Conseil Municipal.

Il est demandé :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention avec l'association « Le Lutin Vert » pour une année à compter du 1^{er} juin 2010, et selon le modèle joint en annexe.

Monsieur PERRIER demande si l'association a changé ses statuts pour être en conformité avec l'article 1-4 de la convention.

Madame INSELIN lui répond que l'association doit entreprendre un véritable « dépoussiérage » de ses statuts car ceux-ci datent déjà d'une vingtaine d'années. Toutes les modifications nécessaires devraient avoir lieu sans tarder.

Monsieur BOUTIN attire l'attention des élus sur le fait que la commune ne sera jamais majoritaire au sein de ce Conseil d'Administration, car elle ne possède ni droit de veto, ni possibilité quelconque de blocage d'une décision.

Madame INSELIN rétorque que l'objectif de la municipalité n'est pas de « bloquer » l'association mais plutôt de lui apporter son soutien.

Monsieur le Maire ajoute que depuis quelques mois, une réflexion est menée quant à l'avenir de cette structure, et notamment au regard des « limites » posées par le système associatif. Tant qu'il y aura des bénévoles, la forme associative est, selon lui, le meilleur des systèmes. Des réflexions sont néanmoins actuellement menées quant à une municipalisation de ce service.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

4 ⇒ Désignation des deux délégués communaux appelés à siéger au Conseil d'administration de l'association « le Lutin Vert ».

Rapporteur: Madame Inselin

Madame INSELIN indique qu'en vertu des dispositions de la convention à signer avec l'association « le Lutin Vert », il est prévu que la commune de Condat sur Vienne soit représentée au sein du Conseil d'Administration de cette association par Monsieur le Maire, en qualité de membre de droit, ainsi que par deux délégués (deux titulaires et deux suppléants) issus du Conseil Municipal.

Cette désignation ne ressortant pas dans son formalisme, des dispositions précises d'un texte légal ou réglementaire, il est possible de désigner ces deux délégués par un vote à main levée sauf si un seul conseiller municipal s'y oppose.

Il est demandé :

- DE DESIGNER Madame INSELIN Martine et Monsieur FOUSSETTE Michel pour représenter la commune de Condat sur Vienne au Conseil d'Administration de l'association « le Lutin Vert » en qualité de délégués titulaires,
- DE DESIGNER Madame BRACHET Gisèle et Monsieur ABSI Joseph pour représenter la commune de Condat sur Vienne au Conseil d'Administration de l'association « le Lutin Vert » en qualité de délégués suppléants.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

CULTURE COMMUNICATION

5 ⇒ Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer un contrat de vente de spectacle

Rapporteur : Monsieur Lareynie

Monsieur LAREYNIE rappelle que par délibération n°2008/54 en date du 23 juin 2008, le Conseil municipal a délégué un certain nombre de pouvoirs au Maire en vertu des dispositions de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans l'alinéa 2 de cette délibération, il est notamment prévu que Monsieur le Maire puisse fixer les droits de représentation des spectacles dans les diverses salles communales, et ce dans la limite de 2000,00 € par spectacle.

A ce jour, la commission « culture » a choisi un spectacle en faveur des enfants des écoles d'une valeur de 2650,00 €.

Il est demandé :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le contrat de vente de spectacle à intervenir.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

6 ⇒ Autorisation donnée à Monsieur le Maire de déposer un dossier de demande de subvention au titre des CTD auprès de Madame la Présidente du Conseil Général.

Rapporteur : Madame Meunier

Monsieur le Maire rappelle que parmi les priorités de la commune en matière d'investissement sur l'exercice 2010, figure la réhabilitation du restaurant scolaire et la mise en place d'un self.

Dans ce cadre, il convient d'explorer toutes les pistes de subventionnement possibles, et notamment auprès du Conseil Général de la Haute-Vienne.

Il est demandé :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès de Madame la Présidente du Conseil Général de la Haute-Vienne, et ce dans le cadre des CTD, pour la réhabilitation du restaurant scolaire et la mise en place d'un self.

Monsieur VALETTE souhaite connaître la signification du sigle CTD.

Monsieur le Maire lui répond qu'il s'agit du programme de subventionnement des projets d'investissements des communes par le Conseil Général de la Haute-Vienne, les Contrats territoriaux Départementaux.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

7 ⇒ Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Association des Pupilles de l'Enseignement Public de la Haute-Vienne

Rapporteur : Monsieur Foussette

Monsieur FOUSSETTE précise que l'association des « Pupilles de l'Enseignement Public » est une fédération nationale d'associations départementales, dont l'action, basée sur des valeurs fondatrices que sont la laïcité et la solidarité, s'exprime dans deux domaines :

- le domaine Éducation et loisirs : actions pédagogiques, éducatives, culturelles et de loisirs : classes de découvertes, vacances, loisirs et séjours en famille pour tous, actions scolaires et périscolaires (centres de loisirs CLSH, accompagnement de la scolarité, contrats éducatifs...).

- le domaine Social et médico-social : actions pour les personnes dites « à besoins spécifiques » : réponses aux besoins des jeunes et des adultes en situation de handicap, actions pour l'accompagnement social, médical et professionnel des personnes et scolarisation des élèves malades ou accidentés à domicile.

Les PEP ont pour exigence d'apporter, dans une démarche globale de transformation sociale, des réponses adaptées aux besoins nés d'une société où se creusent plus profondément la pauvreté, les inégalités, l'exclusion. Les PEP se veulent également force de proposition et d'innovation pour répondre aux nouveaux besoins des enfants, des jeunes et des adultes ainsi que pour défendre des valeurs et une vision de la société.

La municipalité de Condat sur Vienne souhaite apporter son soutien aux actions menées par l'association des PEP de la Haute-Vienne via le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 150,00 €.

Il est demandé :

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle d'un montant de 150,00 € à l'association des PEP de la Haute-Vienne.

Monsieur Foussette prend alors la parole:

« Je ne relirai pas la synthèse que vous avez reçue, mais je me permets d'apporter quelques précisions sur cette association que de très nombreux élus connaissent au moins de nom.

Il me semble important de rappeler les activités de cette association au niveau du département en faveur des jeunes et des adultes en difficultés. Vous avez sûrement entendu parler des CMPP de Limoges, Saint Junien et leurs antennes (Beaubreuil, Bellac, Saint Léonard et Saint Mathieu), du centre d'Action Médico Social Précoce de Limoges ainsi que de l'IME d'Eyjeaux, le SESSAD de Feytiat et du foyer de vie de Bosmie l'Aiguille (pour adultes).

A la gestion de ces établissements, s'ajoutent d'autres services, dont le Service d'Entraide, qui vient en aide aux élèves dont les parents ont des difficultés à assurer entièrement les frais de scolarité ; c'est plus particulièrement sur cet aspect que les PEP font appel à notre commune pour obtenir une subvention. Les PEP sont une association à laquelle toute personne en difficulté de la commune peut s'adresser. Je précise enfin que des jeunes et adultes de la commune bénéficient déjà des actions de cette association ».

Monsieur le Maire revient sur les actions menées dans le domaine du handicap par cette association.

Monsieur PERRIER rappelle que l'association des « Pupilles de l'Enseignement Public de la Haute-Vienne » est très liée à l'Education Nationale, et ce d'autant que le Président de cette association n'est autre que l'Inspecteur d'Académie.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

TRAVAUX

8 ⇒ Enfouissement des réseaux téléphoniques rue Turgot et Montesquieu

Rapporteur : Madame Millère

Madame MILLERE indique que dans le cadre des travaux de réfection des voiries du lotissement « Le Haut de Condat », il est prévu de procéder à l'enfouissement des réseaux, y compris les réseaux de communications téléphoniques.

Compte tenu de la multiplicité des maîtres d'ouvrages pour l'enfouissement des réseaux aériens et du lien technique existant entre les réseaux de télécommunication et les réseaux d'électricité d'une part, et d'autre part des statuts du SEHV qui lui permettent d'intervenir pour faire étudier, réaliser et surveiller les travaux de génie civil nécessaires à l'enfouissement des réseaux de télécommunication, il serait souhaitable de déléguer la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil de télécommunication pour l'enfouissement des réseaux des rues Turgot et Montesquieu au SEHV.

Il est demandé :

- DE DESIGNER le SEHV comme maître d'ouvrage des travaux de génie civil de télécommunication pour l'enfouissement des réseaux des rues Turgot et Montesquieu.
- D'OPTER pour que l'opérateur reste propriétaire des installations de communications électroniques qu'il a créé (il en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance, l'entretien et le renouvellement. Dans le cadre de cet enfouissement, sa participation financière correspond au coût des câblages en études et travaux).

Monsieur ALLES explique que plusieurs membres du groupe socialiste présents au sein du Conseil Municipal, sont souvent interrogés en leur qualité de conseillers municipaux quant à la réalisation et la programmation des travaux de voirie. Il demande s'il est possible d'avoir accès aux documents qui permettraient de répondre à ces interrogations.

Monsieur le Maire lui répond que les travaux dépendent, depuis le transfert de compétences, de la Communauté d'Agglomération, et que la programmation est faite, en lien avec les élus municipaux, un an à l'avance. La programmation 2010 est donc consultable en mairie, celle de 2011 n'ayant pas encore été arrêtée.

Madame BOBIN demande s'il est possible de mettre en ligne, sur le site de la mairie, la liste des travaux devant être réalisés.

Monsieur le Maire n'y est pas favorable dans la mesure où la programmation est parfois difficile à maîtriser dans le temps.

Monsieur Lacombe ajoute que des projets ont été, par exemple, menés à bien plus rapidement que prévu.

Madame BOBIN revient sur la pose des ralentisseurs Avenue de Limoges, au niveau du quorum. Alors même que la signalétique est mise en place, un certain nombre d'automobilistes passe entre les ralentisseurs en franchissant le milieu de la chaussée.

Monsieur le Maire précise que la pose de ces ralentisseurs s'est faite dans le respect des normes applicables en pareil cas. Quoi qu'il en soit, il va demander à Madame la Commissaire Principale de Limoges de faire effectuer des contrôles radar, dans ce secteur, mais également dans d'autres lieux du territoire communal.

Madame MARCELLAUD demande s'il est possible de consulter les dossiers d'enfouissement des réseaux.

Monsieur le Maire lui répond que comme cela est prévu par les normes légales et réglementaires, et en sa qualité de conseillère municipale, elle dispose d'un accès total aux différents dossiers qui sont gérés au quotidien, notamment ceux qui concernent les problématiques d'enfouissement de réseaux. Il suffit de venir en Mairie pour pouvoir les étudier.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

URBANISME

9 ⇒ Mise en place du droit de préemption : parcelle cadastrée AO 152

Rapporteur : Monsieur Chantereau

Monsieur CHANTEREAU rappelle que depuis la dernière révision simplifiée du PLU, la parcelle cadastrée AO 152 d'une contenance de 5947 m² est maintenant classée en zone U2.

Il est donc possible, pour la collectivité de préempter, si besoin et en cas de vente, cette parcelle afin d'y construire des équipements publics.

La municipalité souhaite développer l'offre de logements sociaux présents sur le territoire communal. Dans ce cadre, elle envisage de mettre en œuvre son droit de préemption en cas de vente de la parcelle concernée.

Il est demandé :

- DE DIRE qu'en cas de vente de la parcelle cadastrée AO 152, la commune de Condat sur Vienne exercera son droit de préemption sur cette parcelle dans le but de développer l'offre de logements sociaux sur le territoire communal.

Monsieur le Maire signale que dans la rédaction de la délibération définitive, il sera porté « pourra exercer » et non « exercera ».

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

ENFANCE JEUNESSE

10 ⇒ Mise en place, à compter du 1^{er} juillet 2010, d'un tarif unique « semaine » au CLSH « l'Odyssée »

Rapporteur : Madame Brachet

Madame BRACHET indique que les parents qui souhaitent actuellement inscrire leurs enfants pour la semaine complète au CLSH « l'Odyssée » s'acquittent des tarifs suivants :

- Enfants habitant la commune et enfants du Vigen : 42,50 € pour le 1^{er} enfant et 36,00 € à partir du 2^{ème} enfant
- Enfants dont les parents travaillent sur la commune : 55,00 €
- Enfants hors commune : 80,00 €

Dans un souci, d'une part de simplification de cette grille tarifaire, et d'autre part de développer l'attractivité du service, il est envisagé de mettre en place un tarif unique « semaine » qui serait applicable selon les modalités suivantes : tarif applicable uniquement aux semaines de 5 jours (dans le cas de semaine comportant un jour férié, par exemple, application du tarif à la journée) et sans distinction de tarif entre le 1^{er} enfant et les autres enfants d'une même fratrie inscrits. Ce tarif « semaine » ne se substitue pas aux tarifs « journée » qui restent valables.

Il convient également de préciser que la « fidélisation » des enfants sur une semaine complète permettra de développer une politique d'animation hebdomadaire plus dynamique.

Il vous est demandé :

- DE METTRE EN PLACE à compter du 1^{er} juillet 2010 un tarif unique « semaine » au CLSH « l'odyssée » selon les modalités suivantes :

Tarifs:

- ↳ 38,00 € pour les enfants de la commune et du Vigen, ainsi que pour les enfants dont les parents travaillent sur la commune, pour une semaine de 5 jours (dans le cas de semaine comportant un jour férié, par exemple, application du tarif à la journée)
- ↳ 80,00 € pour les enfants hors commune
- ↳ Pas de distinction de tarif entre le 1^{er} enfant et les autres enfants d'une même fratrie inscrits.

Madame BOBIN précise que beaucoup d'agents hospitaliers résident sur la commune. Ces agents travaillent parfois selon des horaires décalés, et inscrire leurs enfants au centre de loisirs pour la semaine entière n'est pas toujours une solution envisageable pour eux. Pourront-ils laisser leurs enfants la journée, et dans ce cas, quel sera le tarif.

Madame INSELIN lui répond qu'il reste possible d'inscrire ses enfants à la journée, et que dans ce cas, le tarif « journée » sera appliqué. Les différents tarifs « journée » ne sont pas remis en cause par l'adjonction d'un tarif « semaine ».

Monsieur BOUTIN demande pourquoi les parents qui travaillent sur la commune, mais qui n'y demeurent pas, paient le même tarif que les familles habitant Condat ?

Madame INSELIN indique que la proportion de familles concernées par cette mesure était marginale, puisque seules deux familles ont pu bénéficier de cette grille tarifaire.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A LA MAJORITE .24 POUR, 2 ABSTENTIONS (M BOUTIN, MME BALUSSAUD).

PERSONNEL MUNICIPAL

11 ⇒ Requalification de l'emploi spécifique d'agent chargé de la distribution des parutions municipales

Rapporteur : Monsieur Lacombe

Monsieur LACOMBE rappelle que par délibération n° D/2010/05 en date du 1^{er} mars 2010, le Conseil Municipal de Condat sur Vienne a décidé de créer un emploi spécifique d'agent chargé de la distribution des parutions municipales.

La Préfecture de la Haute-Vienne nous a récemment informés qu'il convenait de requalifier cet emploi en emploi de vacataire, en lieu et place d'emploi spécifique.

Les autres termes de la délibération (rémunération et caractère contractuel de l'emploi créé) demeurant, eux, inchangés.

Il est demandé :

- DE RETIRER la délibération n° D/2010/05 en date du 1^{er} mars 2010.

- DE CREER, à compter du 18 mai 2010, un emploi de vacataire chargé de la distribution des parutions municipales, et selon un contrat à durée déterminée,
- DE DIRE que cet agent sera rémunéré forfaitairement pour chaque distribution, et sans que cette rémunération soit supérieure à la somme antérieurement versée par la collectivité à l'entreprise chargée de cette distribution.

Monsieur ALLES souhaite savoir si un recrutement a déjà été opéré.

Monsieur LACOMBE lui répond qu'une personne a été contactée, mais a décliné l'offre. Un autre candidat va être très prochainement reçu.

MONSIEUR LE MAIRE MET AUX VOIX. ADOPTE A L'UNANIMITE.

La séance est levée à 20 heures 05.